



Conseil Municipal Séance du 21 juin 2018

L'an deux mille dix-huit, le 21 juin, à 19 h 30, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Marie-Jo DELECROIX, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE,

POUVOIRS : Madame Christine ROYER donne pouvoir à Madame Sophie SEGUIN, Madame Valérie BRARD-TRIGO donne pouvoir à Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Monsieur Patrick SITAUD donne pouvoir à Madame Anne VERMOTE, Madame Virginie DOMINOT donne pouvoir à, Monsieur Damien AUBRION, Monsieur Didier FERJOUX donne pouvoir à Monsieur Pierre BREMOND, Monsieur Laurent POUPIN donne pouvoir à Madame Laetitia BOURSIER

Absents : Monsieur Aymeric DUVAL, Monsieur Sébastien PERE

Madame Laetitia BOURSIER est élue secrétaire de séance

§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance

Le procès-verbal de la séance du 18 mai est adopté sans observation par l'ensemble des membres du conseil.

20 h : Départ temporaire de Monsieur Jean-Claude RICHARD qui donne pouvoir à Madame Françoise DEBIN

§2 – Délibérations

Report de la délibération : Cession des terrains de la rue des Bouleaux à Habitat de la Vienne

Pour des raisons techniques, le bornage a dû être décalé, Habitat de la Vienne ne présentera le dossier qu'à son conseil d'administration de juillet. D'un commun accord la délibération municipale est donc reportée au conseil du mois de septembre

Délibération n°1 : Rétrocessions de terrain rue du bois de Chaume

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil la délibération en date du 24 février 2000 par laquelle la commune de Dissay a fait l'acquisition des 6/8^{ème} des terrains représentant la voirie du lotissement dit « Résidence du bois de Chaume » approuvé par arrêté préfectoral n°69.237 DDE/CO, en date du 26 septembre 1969 et publié aux hypothèques de Poitiers, le 7 octobre 1969, volume 4359, n°34.

Le terrain cadastré AR 232 d'une superficie de 2550 m² appartenant en indivision à l'ensemble des propriétaires du lotissement a été rétrocédé par actes notariés du 21 Novembre et 20 Décembre 2000 et du 5 Janvier 2001

Il convient d'acter la cession des parts restantes :

Les parcelles AR 840 et AR 839 d'une contenance totale de 17 m² et 1/8^{ème} de la parcelle AR 232 appartenant aux consorts Girault et 1/8^{ème} de la parcelle AR 232 à Mme Estelle MERCIER et M Sammy KHEDIMI n'ont à ce jour pas fait l'objet d'une rétrocession, moyennant un euro symbolique.

Monsieur le Maire propose qu'un acte notarié régularisant la situation soit rédigé.

Après délibération, le conseil approuve ces cessions, autorise Monsieur le Maire à signer les actes et décide que les frais afférents seront à la charge de la commune.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°2 : Subvention au profit des Jardins de l'APPUI

Monsieur le Maire rappelle au conseil, le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 12 juillet 2017 de l'association Val Vert services. Au cours de cette réunion, les membres ont acté la liquidation de l'actif qui s'élève à 200 986.29 €. Il a été proposé que cette somme soit partagée entre les quatre communes de l'ancien territoire du Val Vert du Clain à parts égales, avec une demande d'attribuer tout ou partie des fonds à des organismes œuvrant sur le territoire.

Compte tenu de son implication dans la politique locale d'insertion des demandeurs d'emploi, il est proposé de verser la somme de 5 000€ aux jardins de l'Appui.

Après délibération, le conseil accepte le versement de la somme de 5 000€ au profit des jardins de l'Appui

Adopté à l'unanimité

Délibération n°3 : Subvention ECLAT

Monsieur le Maire rappelle au conseil, le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 12 juillet 2017 de l'association Val Vert services. Au cours de cette réunion, les membres ont acté la liquidation de l'actif qui s'élève à 200 986.29 €. Il a été proposé que cette somme soit partagée entre les quatre communes de l'ancien territoire du Val Vert du Clain à parts égales, avec une demande d'attribuer tout ou partie des fonds à des organismes œuvrant sur le territoire.

Compte tenu de son engagement et de ses actions de formation au bénéfice des personnes de Dissay sans grande qualification, il est proposé de verser la somme de 2 000€ à l'association Eclat

Après délibération, le conseil accepte le versement de la somme de 2 000€ au profit de l'association Eclat

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 4 : Subvention MLI du Poitou

Monsieur le Maire rappelle au conseil, le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 12 juillet 2017 de l'association Val Vert services. Au cours de cette réunion, les membres ont acté la liquidation de l'actif qui s'élève à 200 986.29 €. Il a été proposé que cette somme soit partagée entre les quatre communes de l'ancien territoire du Val Vert du Clain à parts égales, avec une demande d'attribuer tout ou partie des fonds à des organismes œuvrant sur le territoire.

Compte tenu de son engagement, de ses actions dans la politique d'insertion et d'emploi des jeunes et ses permanences sur le territoire communal, il est proposé de verser la somme de 5 000€ à la MLI du Poitou.

Après délibération, le conseil accepte le versement de la somme de 5 000€ au profit de la MLI du Poitou.

Adopté : Pour : 18 Abstention : 1 Contre : 0

20 h 30 : Retour de Monsieur Jean-Claude RICHARD

Délibération n°5 : Subvention exceptionnelle au profit de l'association du Judo Club Vallée du Clain

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil de la demande de subvention exceptionnelle présentée par l'association du judo Club Vallée du Clain pour la participation de deux judokas à l'Européen Cup Coïmbra.

Il est proposé d'allouer la somme de 500 €

Après délibération, le conseil accepte d'allouer à titre exceptionnel un montant de 500€

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 6 : Cession de parcelle au profit du Département

Cette délibération annule et remplace celle du 15/09/2017

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil, la délibération prise le 15 septembre 2017 relative à la proposition de cession des parcelles AY 545 et 546, rue des Lordières, pour une contenance totale de 220m² avec l'ensemble des ouvrages qui y sont implantés, en l'espèce le mur de soutènement de la route départementale n°4 au profit du Département. Cette cession s'effectuera moyennant un euro symbolique avec prise en charge des frais par l'acquéreur et sans déclassement préalable du domaine public en application de l'article L3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Un avis du domaine sur la valeur vénale de ce bien a été donné le 15 juin 2018. Elle est estimée à 2 200€

Après délibération, le conseil :

- Accepte la cession au profit du Département des parcelles AY 545 et 546 avec l'ensemble des ouvrages qui y sont implantés,
- Autorise Monsieur le Maire à signer les actes afférents à cette cession

Adopté à l'unanimité

Délibération n°7 : Remboursement de frais au comité des fêtes

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que suite à l'orage du 29 mai 2018, l'électricité de la salle polyvalente a été coupée et le contenu du congélateur du comité des fêtes a été entièrement détruit.

L'association a déposé un dossier auprès de son assurance.

Le maire propose au cas où ce dossier ne recevrait pas une suite favorable, de compenser le montant du préjudice, celui-ci s'élevant à 226.76€. Il est bien entendu que cette mesure est proposée en raison de circonstances climatiques tout à fait exceptionnelles.

Après délibération, le conseil accepte la prise en charge de cette dépense par le budget communal.

Adopté à l'unanimité

Ressources humaines

- Ouverture de poste

Délibération n°8 : Mise à jour du tableau des effectifs

Vu la délibération n° 14 du 5 avril 2018

Considérant le besoin de recrutement d'un adjoint d'animation en qualité de référent périscolaire à compter du 30 août 2018 à l'accueil périscolaire de l'école Paul-Émile VICTOR, le tableau des effectifs est modifié comme suit :

Le poste d'adjoint d'animation 33/35^{ème} sera pourvu à compter du 30/08/2018

GRADE	Poste / service
<u>Administratifs</u>	
Attaché principal - 35/35°	En détachement
Directeur général des services emploi fonctionnel	Directrice Générale des services
Rédacteur Principal 2 ^{ème} classe -35/35°	Non pourvu – en détachement
Rédacteur-35/35°	Service marchés publics et subventions
Rédacteur 35/35	Service ressources humaines
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe-35/35°	Service urbanisme - Etat civil - Accueil
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Service comptabilité Investissement / Fonctionnement
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Médiathèque - archives - communication
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Accueil, Caisse des écoles, Election, CCAS
Adjoint administratif territorial 35/35°	Agent d'accueil
<u>TECHNIQUE</u>	
Technicien principal 1 ^{ère} classe 35/35°	Responsable du service technique
Agent de maîtrise principal 35/35°	Service bâtiment
Agent de maîtrise principal 35/35	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Service voirie, polyvalent
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Service espaces verts
Adjoint technique territorial 35/35°	Service Bâtiment, voirie
Adjoint technique territorial 35/35°	Service espaces verts
Adjoint Technique territorial 35/35	Service espaces verts

ECOLES ET DIVERS	
Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe 35/35 ^{ème}	Service cuisine centrale
Adjoint technique territorial- 35/35°	Service cuisine centrale
Agent maîtrise 35/35°	Non pourvu
Adjoint d'animation territorial- 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
Adjoint d'animation territorial - 33/35°	Référent Péri-scolaire PEV
Adjoint d'animation territorial - 35/35°	Responsable accueil périscolaire TL
Adjoint d'animation territorial- 35/35°	Accueil TL + ALSH
Adjoint d'animation territorial- 35/35°	Responsable ALSH
Adjoint d'Animation principal de 2 ^{ème} classe 35/35	Animation – Secteur Jeunes
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 28/35	Transport – Cantine maternelle
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 28/35	Cantine maternelle, transport scolaire
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 34/35	Cantine primaire, transport scolaire, ménage
Adjoint technique territorial- 22/35	Non pourvu
Adjoint technique territorial-35/35°	Service cuisine centrale, entretien bâtiments,
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 35/35	Service cuisine centrale, garderie, entretien
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe - 35/35	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 30/35°	Service de l'école maternelle, garderie, transport
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 32/35°	Service de l'école maternelle, garderie

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les contrats aidés dits CAE CUI et les contrats d'apprentissage ne rentrent pas dans le tableau des effectifs.

Après délibération, le conseil approuve cette ouverture de poste.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°9 : Recrutement animateur

Pour pallier les besoins ponctuels d'animateurs au sein de l'accueil de loisirs sans hébergement de Puygremier, Monsieur le maire propose de réaliser des contrats pour accroissement saisonnier d'activités et propose d'appliquer la rémunération suivante :

- Forfait brut journalier : 52.48€
- Forfait brut ½ journée : 26.24€

Après délibération, le conseil municipal :

- autorise Monsieur le Maire à établir et signer des contrats pour accroissement saisonnier d'activités au sein de l'ALSH,
- valide la rémunération de ces contrats de la façon suivante : Forfait brut journalier : 52.48€
Forfait brut ½ journée : 26.24€

Adopté à l'unanimité

Délibération n°10 : Contrat pour personne en retraite

Monsieur le Maire informe le conseil qu'un agent ayant fait valoir ses droits à retraite depuis plus de six mois, a sollicité la collectivité pour reprendre une activité à temps non-complet au sein celle-ci. Cette activité correspond en effet à un besoin de l'ordre de quelques heures par semaine et cette personne possède les connaissances et la disponibilité requises.

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le Maire à signer un contrat à temps non-complet et dit que la rémunération sera équivalente à l'indice majoré appliqué sur le bulletin de salaire le mois de départ en retraite.

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le Maire à signer un contrat de travail dans les conditions énoncées ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°11 : Service commun pour la désignation d'un délégué à la protection des données

Dans le cadre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), et en particulier de son article 37, tout organisme public doit désigner un Délégué à la Protection des Données, ci-après désigné DPD.

Ce DPD peut être mutualisé à l'échelle intercommunale, comme l'encourage vivement la CNIL.

Afin de mettre en œuvre cette mutualisation, les parties ont décidé de constituer un service commun portant sur la mission protection des données personnelles, conformément à l'article L5211-4-2 du CGCT.

La convention proposée par la Communauté Urbaine s'inscrit dans l'objectif d'amélioration du service rendu aux administrés au travers de la simplification des procédures et d'une meilleure sécurité juridique. Elle vise à définir des modalités de travail en commun entre la commune et Grand Poitiers, qui, tout à la fois :

- respectent les responsabilités de chacun d'entre eux
- assurent la protection des intérêts communaux
- garantissent le respect des droits des administrés.

Notamment, les obligations que la commune et Grand Poitiers s'imposent mutuellement

Après délibération, le conseil décide d'adhérer au service commun, approuve cette convention et autorise Monsieur le Maire à signer la convention

Adopté à l'unanimité

Délibération n°12 : Avenant à la convention de réalisation CNRACL

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil que depuis le 1^{er} janvier 2015, la commune de Dissay a conclu une convention relative à la réalisation des dossiers CNRACL. Cette dernière a expiré le 31/12/2017. Par avenant en date du 15 mai 2018, la CNRACL a proposé au CDG 86 de conclure un avenant jusqu'au 31/12/2018

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le Maire à signer cet avenant

Adopté à l'unanimité

Délibération n°13 : Tarifs camping

Monsieur le Maire indique qu'il convient déjà de prendre une délibération pour les futurs tarifs 2019 du camping municipal dont l'ouverture est prévue le 15 juin 2019.

Proposition tarifs

Camping :

Emplacement /jour : 8.00 €	Branchement électricité /jour : 4.00€
Adulte/jour : 2.60 €	Jeton de lessive : 3.00 €
Enfant (- 12 ans)/jour : 1.20 €	Garage mort par jour : 7.00 €
	Caution adaptateur électrique : 25.00 €

Services :

Glace individuelle à l'eau : 1.00 €	Baguette de pain : 0.95 €
Glace individuelle fantaisie enfant : 1.50 €	Baguette tradition : 1.05 €
Glace individuelle à la crème <i>type bâtonnet</i> : 2.50 €	Pain : 1.15 €
Glace individuelle à la crème <i>type cornet</i> : 2.20 €	
Eau 50 cl : 0.25 €	Croissant : 0.85 €
Canette 33 cl : 1.50 €	Pain au chocolat : 0.95 €
	Chips (paquet individuel) : 1.00 €
	Gâteaux Biscuiterie de Lencloître : 4.75 €

Après délibération, le conseil approuve ces tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2019.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°14 : Décision modificative

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal qu'il convient de faire une décision modificative pour intégrer les frais d'études et d'insertion des opérations dont l'achèvement de travaux est réalisé.

Dépenses		Recettes	
Article -Opération	Montant	Article - Opération	Montant
21312 (041) Bâtiments scolaires	570.48	2031 (041) Frais d'études	33 734.66
21318 (041) Autres Bâtiments publics	33 734.66	2033 (041) Frais d'insertion	864.00
	864.00	2033 (041) Frais d'insertion	570.48
21538 (041) Autres réseaux			
TOTAL	35 169.14	TOTAL	35 169.14

Après délibération, le conseil approuve cette décision modificative

Adopté à l'unanimité

Délibération n°15 : Fermeture de classe à Tony LAINÉ

Monsieur le Maire expose qu'il a été informé, par voie de presse, de la fermeture d'une classe à la rentrée scolaire 2018/2019 à l'école maternelle Tony Lainé.

La procédure habituelle, telle que décrite sur le site internet du Ministère de l'Education Nationale, n'a pas été respectée. En effet, la préparation de la carte scolaire dure normalement environ un an avec différentes étapes : Effectifs prévisionnels en octobre, comités techniques paritaires académique et départemental en décembre et janvier/février, CDEN en février et arrêté du directeur académique après le CDEN de février. Un nouveau CTPD début juin vient ajuster les mesures.

Le site du Ministère mentionne en toutes lettres « *les maires sont consultés sur les mesures envisagées pour leur commune* »

Or, à ce jour et alors que la mesure a été annoncée dans les médias, aucune consultation n'a été réalisée. Une information est parvenue par le directeur de l'école le mardi 5 juin. La réunion pour la décision définitive avait lieu le lundi 11 juin !

Dès l'information connue, le Maire a adressé un courrier au DASEN, copie ci-dessous, à ce jour sans réponse.

Pour l'ensemble de ces raisons et afin de défendre la qualité d'enseignement au sein de l'école Tony Lainé, le conseil municipal s'oppose à la fermeture de la classe et demande au DASEN de reconsidérer sa décision.

Adopté à l'unanimité

Copie du courrier :

Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Education nationale,

Suite à mon entretien d'hier avec Madame Véronique DUPIN, inspectrice de l'éducation nationale, j'ai appris avec grande surprise que vous envisagiez la possibilité de fermer une classe du groupe scolaire maternel Tony LAINÉ.

Je tenais à vous faire part de l'importance que revêt pour les élus de Dissay, le maintien de cette classe. L'éducation est une priorité forte du conseil municipal, cela se traduit par le premier budget d'investissement de la commune, une mise à disposition de la communauté éducative de locaux et de personnel formé (1 ATSEM par classe, plusieurs animateurs), une offre de partenariat vers l'extérieur afin d'accroître le champ des connaissances des enfants (Espace Mendes-France, groupes musicaux) dans le cadre d'un PEDT que vos services ont reconnu comme qualitatif.

L'effectif actuel du groupe scolaire est de 107 élèves pour la rentrée prochaine, sans compter les arrivées au cours de l'été, notamment avec le transfert des salariés de Forsee Power, un lotissement de 36 villas va débuter dans les prochains mois.

Au vu de ces éléments, je vous saurais gré de bien vouloir surseoir à la fermeture de la classe du groupe scolaire Tony LAINÉ à la rentrée prochaine, je reste à votre écoute pour tous échanges ou compléments d'information dont vous pourriez avoir besoin.

Avec mes remerciements, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Education nationale, à l'assurance de ma considération distinguée.

§ 3 – Questions diverses

Monsieur Jean-Claude RICHARD a été sollicité par des administrés pour savoir qui est en charge de l'entretien du jardin du souvenir et de l'espace du columbarium.

Monsieur le Maire répond que ces espaces sont considérés comme étant publics et qu'en conséquence ils seront entretenus par les agents de la collectivité. En revanche, les tombes et inter-tombes sont à la charge des familles.

Monsieur RICHARD demande où en est le dossier de Monsieur POYANT, habitant de la Jonchère, suite au litige avec les entreprises ayant réalisé des travaux d'assainissement.

Monsieur le Maire répond que le dossier a été transmis, comme convenu au service contentieux de Eaux de Vienne- SIVEER, gestionnaire de la compétence assainissement et qu'il va le relancer pour faire avancer le dossier.

Monsieur RICHARD évoque le dispositif « Voisins et solidaires » proposé par le gendarmerie nationale. Monsieur le Maire répond que ce dossier sera étudié en réunion d'équipe.

§ 4- informations diverses

- Instances communales

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission

- Instances communautaires

Monsieur le Maire présente aux conseillers, les différents travaux effectués lors des réunions de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers.

La séance est levée à 23 h 30

Prochain conseil :

- 07 septembre à 19 h 30

